



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Guinée-Bissau

Question écrite n° 72651

Texte de la question

Six ans après son éviction, l'ex-président Vieira vient d'être élu en Guinée-Bissau. En effet, le premier tour de l'élection présidentielle a eu lieu à la mi-juin 2005, le second fin juillet 2005, pour un résultat définitif proclamé mercredi 10 août 2005 : la lenteur du processus électoral en dit long sur la fragilité du système politique dans l'ancienne Guinée portugaise. Le vainqueur du scrutin, arrivé en tête avec près de 52 % des suffrages, selon les chiffres de la commission électorale, João Bernardo Vieira a déjà dirigé la Guinée-Bissau pendant près de vingt ans entre 1980-1999. Arrivé au sommet de l'État dans les fourgons de l'armée, il en a été chassé par les militaires. Revenu dans son pays au printemps dernier en « candidat libre », après un exil au Portugal, M. Vieira a assuré qu'il avait changé, et a publiquement demandé « pardon » pour ses errements passés. Toutefois, l'histoire tourmentée de la Guinée-Bissau incite à la prudence. Désormais, selon les analystes, l'éventuelle menace d'instabilité ne viendra pas directement des forces politiques mais, plus vraisemblablement, de l'armée qui, depuis l'indépendance, fait et défait les présidents. Le fait que l'actuel chef d'état-major, M. Tagmé Na Wai, soit un adversaire déclaré de M. Vieira est plutôt de mauvais augure pour la stabilité du pays. Compte tenu de ces éléments, Mme Chantal Robin-Rodrigo demande à M. le ministre des affaires étrangères de lui indiquer la position et les intentions du Gouvernement au sujet de ce dossier.

Texte de la réponse

Joao Bernardo Vieira a été élu, le 24 juillet, Président de la République de Guinée-Bissau, au terme d'un scrutin jugé libre, transparent et juste par toutes les missions internationales d'observation. Son investiture a eu lieu le 1er octobre mettant un terme à la transition, ouverte en septembre 2003. M. Jacques Godfrain, ancien ministre de la coopération, y a représenté la France. La Guinée-Bissau entre dans une période de cohabitation difficile entre le Président Vieira et le Premier ministre, M. Carlos Gomez Junior qui, chef de l'ancien parti au pouvoir (PAIGC) et adversaire politique, dispose d'une majorité relative à l'Assemblée. Néanmoins, les deux protagonistes se sont rencontrés le 12 octobre afin d'aplanir leurs différends. Le président Vieira a renouvelé sa confiance au chef d'état-major des forces armées, le général Batista Tagm Na Wai deux jours après sa prestation de serment. Celui-ci a déclaré que lui et ses troupes étaient résolus à reconnaître l'autorité du président démocratiquement élu. Conformément à la déclaration de la présidence de l'UE du 19 septembre, la France encourage l'ensemble des forces politiques et militaires à respecter les mandats démocratiques des autorités élues et à se mobiliser pour assurer la stabilité institutionnelle indispensable au redressement économique du pays. La France veille, aux côtés du Portugal, à sensibiliser la communauté internationale à accompagner financièrement et techniquement le retour à l'ordre constitutionnel. A cet égard, elle encourage le gouvernement bissau-guinéen à organiser le plus tôt possible la table ronde des bailleurs de fonds qui décidera des conditions de reprise des programmes d'aide.

Données clés

Auteur : [Mme Chantal Robin-Rodrigo](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 72651

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 6 septembre 2005, page 8288

Réponse publiée le : 15 novembre 2005, page 10501